



Fédération Nationale des Producteurs de Fruits

**M. Sébastien Lecornu**  
**Premier ministre**  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 Paris

Paris, le 03 juin 2026

Réf. : 260603\_PM aide réno

**Objet : débloccage enveloppe budgétaire rénovation des vergers arboricoles**

Monsieur le Premier ministre,

Le Plan de souveraineté pour la filière fruits et légumes a été présenté en 2023 par le Gouvernement comme une réponse ambitieuse au décrochage progressif de la production française et à la dépendance croissante de notre pays aux importations. Son ambition était claire : reconquérir notre souveraineté alimentaire en augmentant la production nationale et en réduisant la part des fruits et légumes importés dans la consommation des Français.

Or, force est de constater que nous sommes aujourd'hui très loin des objectifs annoncés. Alors que près d'un fruit ou légume sur deux consommé en France est importé, l'objectif affiché de gagner 5 points de souveraineté d'ici 2030 puis 10 points d'ici 2035, apparaît désormais hors de portée si aucune décision forte n'est prise immédiatement.

Pour les arboriculteurs, ce plan devait constituer un véritable levier de relance à travers la modernisation et l'adaptation des vergers au changement climatique, le soutien aux agroéquipements innovants, l'accompagnement de l'innovation variétale, le renforcement des moyens de protection des cultures ainsi que des aides à l'investissement indispensables au maintien de la compétitivité des exploitations.

Malheureusement, les engagements politiques et financiers pris par l'État n'ont pas été suivis d'effets. Ce qui nous avait été présenté comme un plan historique s'apparente aujourd'hui à une promesse non tenue. Pour les producteurs, qui subissent depuis des années les conséquences de la concurrence déloyale, des aléas climatiques à répétition, de l'explosion des charges et de l'accumulation des contraintes réglementaires, le sentiment est celui d'un immense gâchis.

Les arboriculteurs avaient placé beaucoup d'espoir dans ce plan, souvent qualifié de « plan de la dernière chance » pour une filière en perte de vitesse. Ils attendaient enfin un accompagnement à la hauteur des enjeux, comparable à celui dont d'autres filières agricoles ont pu bénéficier par le passé. Aujourd'hui, ils constatent avec amertume que les annonces ne se traduisent pas sur le terrain.

Dans ce contexte, FranceAgriMer a pourtant élaboré un dispositif doté de 10 millions d'euros destiné à accompagner le renouvellement des vergers pour les campagnes 2025-2026 et 2026-2027. **Cette mesure est attendue avec une extrême urgence par les producteurs qui doivent engager dès maintenant leurs investissements et préparer l'avenir de leurs exploitations.**

Pourtant, cette enveloppe de 10 millions d'euros, annoncée et non obtenue depuis plusieurs mois par Madame Annie Genevard, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, demeure aujourd'hui bloquée. Cette situation empêche son adoption par le Conseil d'administration de FranceAgriMer et retarde l'ouverture du guichet, au détriment direct des arboriculteurs.

Nous rappelons pourtant les engagements pris publiquement par la Ministre qui déclarait en juillet dernier : « *Ce plan de rénovation des vergers est une étape cruciale pour affirmer notre souveraineté alimentaire, protéger nos filières stratégiques et garantir l'avenir de nos producteurs. Nous devons soutenir une agriculture française résolument tournée vers la qualité, la durabilité et la compétitivité.* ». Le 10 janvier, le Gouvernement annonçait également un abondement de 30 millions d'euros pour les trois Plans méditerranée, protéine, et fruits et légumes.

**Les producteurs ne peuvent plus se satisfaire de déclarations d'intention. Ils attendent désormais des actes.** Chaque semaine perdue fragilise davantage les exploitations, reporte des investissements indispensables et compromet un peu plus l'avenir de l'arboriculture française.

Monsieur le Premier ministre, **la filière fruitière française vous demande solennellement d'intervenir afin que cette enveloppe soit immédiatement débloquée et que le dispositif puisse être ouvert dans les meilleurs délais.** Il en va de la crédibilité de la parole publique, de l'avenir de milliers d'exploitations arboricoles et, plus largement, de la souveraineté alimentaire de notre pays.

La Présidente de la FNPFruits

Françoise ROCH



---

Copie :

Mme Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

M. Roland Lescure, ministre de l'Économie et des Finances

M. Martin Gutton, directeur général de FranceAgriMer